

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/30
11 février 2004

(04-0543)

Organe de supervision des textiles

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS AUX MEMBRES DE L'OMC DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU RAPPORT GÉNÉRAL DE L'ORGANE DE SUPERVISION DES TEXTILES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS PENDANT LA TROISIÈME ÉTAPE DU PROCESSUS D'INTÉGRATION

Pour aider le Conseil du commerce des marchandises (CCM) à procéder à l'examen majeur qu'il doit achever avant la fin de la troisième étape du processus d'intégration de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), l'Organe de supervision des textiles (OSpT) est tenu, au moins cinq mois avant la fin de cette étape (c'est-à-dire au plus tard le 30 juillet 2004), de lui transmettre un rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la troisième étape (2002-2004), en particulier pour les questions concernant le processus d'intégration, l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire et les questions en rapport avec l'application des règles et disciplines du GATT de 1994 définies aux articles 2, 3, 6 et 7 respectivement (article 8:11 de l'ATV).

À cet effet, l'OSpT a décidé de rappeler aux Membres certaines des prescriptions en matière de notification énoncées dans l'ATV et également de leur demander de transmettre les renseignements, observations et commentaires additionnels qu'ils jugent pertinents dans le cadre de la préparation par l'OSpT de son rapport général.

L'OSpT invite donc les Membres à présenter des notifications ou des renseignements, selon qu'il conviendra, au sujet notamment de leur mise en œuvre, pendant la troisième étape, des dispositions de l'ATV concernant:

- les petits fournisseurs, les nouveaux venus dans le domaine du commerce des textiles et des vêtements et les pays les moins avancés Membres (article 1:2 et dispositions connexes);
- les Membres exportateurs producteurs de coton (article 1:4);
- ce qui a été fait en vue de permettre un ajustement industriel continu et autonome, ainsi qu'une concurrence accrue sur les marchés des Membres (article 1:5);
- l'article 3:3 qui dispose que "... les Membres communiqueront à l'OSpT, pour information, les notifications présentées à tout autre organe de l'OMC au sujet de toutes nouvelles restrictions ou de toutes modifications apportées à des restrictions existantes touchant les produits textiles et les vêtements, qui auront été prises en vertu d'une disposition du GATT de 1994, dans un délai de 60 jours à compter de leur entrée en vigueur.";

- l'article 7:1, eu égard en particulier à l'article 7:2 qui prévoit que "les Membres notifieront à l'OSpT les mesures visées au paragraphe 1 [de l'article 7] qui ont une incidence sur la mise en œuvre du présent accord. Lorsque ces mesures auront été notifiées à d'autres organes de l'OMC, un résumé faisant référence à la notification initiale suffira pour répondre aux prescriptions énoncées dans le présent paragraphe."

En outre, tous renseignements, tous commentaires ou toutes observations, selon le cas, que les Membres souhaiteraient porter à l'attention de l'OSpT en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de l'article 2, y compris les mesures qui ont une incidence sur cette mise en œuvre (par exemple la non-application ou la suspension de l'application de restrictions aux importations en provenance de certaines Membres de l'OMC et l'accroissement de certains niveaux de limitation autrement qu'au titre des dispositions relatives à la croissance et à la flexibilité) seraient bienvenus.

Des observations concernant l'application du mécanisme de sauvegarde transitoire (article 6), ainsi que des renseignements et commentaires concernant la mise en œuvre des articles 4 et 5 pourraient aussi être utiles.

Il serait également souhaitable de connaître les points de vue et commentaires des Membres au sujet de la mise en œuvre de l'article 8, y compris les aspects relatifs aux fonctions et aux travaux de l'OSpT.

Ces notifications, renseignements et commentaires, selon le cas, devraient être communiqués à l'OSpT à temps pour qu'il puisse en tenir compte lors de la préparation de son rapport général, et **au plus tard le 16 avril 2004.**
